



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-34009>

Département(s) de publication : **75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95**

Annonce n° **24-34009**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Préfecture de police de Paris

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Ordre et sécurité publics

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Prestations de câblage « courant faible » informatique, téléphonique, audio et vidéo destinées aux services relevant du périmètre de compétence du Préfet de police

**Description** : Prestations de câblage « courant faible » informatique, téléphonique, audio et vidéo destinées aux services relevant du périmètre de compétence du Préfet de police

**Identifiant de la procédure** : adf4cad0-3f84-432f-909e-9b79c2f26b37

**Identifiant interne** : 2400015

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : L'accord-cadre est passé selon la procédure de l'Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-2, R2124--2, R2162-2, R2162-4 à R2162-6, R2162-13 et suivant du code de la commande publique.

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nature supplémentaire du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )** : 51110000 Services d'installation de matériel électrique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 45314320 Installation de câblage informatique

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 8,800,000 EUR

## 2.1.4 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

**Informations complémentaires :** Conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique, le paiement des factures s'effectue dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Administration, sous réserve d'exigibilité de la créance à cette date. Le défaut de paiement dans les délais entraîne l'application des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Les comptables assignataires sont : pour les dépenses relevant du budget de l'Etat, Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques d'Ile de France et de Paris, site Notre Dame des Victoires, 16/18 rue Notre Dame des Victoires, CS 30225, 75081 PARIS cedex 10 ; pour les dépenses relevant du budget Spécial de la Préfecture de police : Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques d'Ile de France et de Paris, 94 rue Réaumur, 75104 Paris Cedex 02. La dépense est imputée : sur le Budget État du Ministère de l'Intérieur - exercices 2024 et suivants, programmes 176 et 216 ; sur le Budget Spécial de la Préfecture de police - exercices 2024 et suivants : à la section de fonctionnement : chapitre-article 93-1211, compte nature 60632 ; à la section d'investissement : chapitre-article 90-1022, compte nature 2188 ; chapitre-article 90-1015, comptes nature 21538 et 2188 ; chapitre-article 90-1025, compte nature 21838 ; chapitre-article 90-1211, compte nature 2188. La consultation donnera lieu à un accord-cadre mono-attributaire. Le contenu des plis est précisé à l'article 5 du règlement de la consultation (RC), les modalités de remise des plis sont précisées à l'article 6 du règlement de la consultation. Les critères d'analyse des offres sont détaillés à l'article 7.2.2 du règlement de la consultation.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

## 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Les autres motifs d'exclusions figurent dans le DCE.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Lot : LOT-0001

**Titre :** Prestations de câblage « courant faible » informatique, téléphonique, audio et vidéo destinées aux services relevant du périmètre de compétence du Préfet de police.

**Description :** Prestations de câblage « courant faible » informatique, téléphonique, audio et vidéo destinées aux services relevant du périmètre de compétence du Préfet de police.

**Identifiant interne :** 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nature supplémentaire du marché :** Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv ):** 51110000 Services d'installation de matériel électrique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 45314320 Installation de câblage informatique

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 8,800,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

**Informations complémentaires :** L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 2200000 euros HT. Il est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification au titulaire. En l'absence de décision contraire du représentant du Pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire au moins deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours, l'accord-cadre est reconduit tacitement trois (3) fois pour la même durée, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services faisant l'objet du marché, livrées au cours des trois derniers exercices disponibles

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons de fournitures et prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Formulaires DC1 et DC2

**Critère :**

**Type :** Autre

**Nom** : Copie de l'habilitation au « Secret » délivrée par toute autorité compétente et en cours de validité

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur environnementale : ce critère fait l'objet de deux sous-critères, la gestion des déchets produits lors de l'exécution des prestations (utilisation de filières de recyclage, gestion du tri) pondérée à 70% et l'utilisation de véhicules d'intervention dits propres pondérée à 30%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

**Critère :**

**Type** : Prix

**Description** : Prix

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles** : FRA

**Date limite de demande d'informations complémentaires** : 10/05/2024

**Adresse des documents de marché** : <https://marches.maximilien.fr/>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches.maximilien.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 22/05/2024 à 16:00

**Date limite de validité de l'offre** : 6 MONTH

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date/heure** : 23/05/2024 à 14:30

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Requête

**Le paiement en ligne sera utilisé**

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.427-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'État du 04/04/2014, Département du Tarn et Garonne.

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Préfecture de police de Paris

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Paris

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Préfecture de police de Paris

**Organisation qui traite les offres :** Préfecture de police de Paris

## **Section 8 - Organisations**

**8.1 ORG-0002**

**Nom officiel :** Préfecture de police de Paris

**Numéro d'enregistrement :** 17750151700011

**Adresse postale :** 1 bis rue de Lutèce

**Ville :** Paris cedex 04

**Code postal :** 75195

**Pays :** France

**Adresse électronique :** pp-dfcpp-marchespublics@interieur.gouv.fr

**Téléphone :** 0170222618

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://marches.maximilien.fr/>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement :** 17750005500013

**Adresse postale :** 7 rue de Jouy

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75181

**Pays :** France

**Adresse électronique :** Greffe.ta-paris@juradm.fr

**Téléphone :** 0144594646

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis :** 95e2e049-0b4a-492d-b2b4-26ed8c4f1a3f - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 21/03/2024 à 12:58

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### 11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 21/03/2024